La crise: peut-elle se pratiquer?

Depuis le temps qu'elle est là, elle s'est insinuée dans le quotidien. On s'y habitue bien et elle fait partie du voyage. Elle arrange ceux qui en tirent des boni et ceux qui, à l'abri, vont jusqu'à la saluer. Elle ne dérange pas trop ceux qui, à coup d'analyses, généralement contradictoires, la comprennent ou la justifient. Et pourtant le débat est à peine engagé, et les réponses encore moins.

Les lieux mêmes en sont multiples : le travailleur et son emploi, les classes sociales et leurs transformations, le « marginal » et son droit de cité, l'Etat-Providence et son dépérissement, l'économie sociale et ses nouvelles donnes, le capitalisme et son impérialisme, le politique et son éparpillement... les transformations, les remises en cause, comment se manifestent-elles ? vers où vont-elles ? qu'impliquent-elles ?

Pourquoi avoir choisi d'en débattre à l'AITEC?

D'abord le besoin ressenti par beaucoup de faire le point, non pas tant de savoir où on en est dans la crise que de savoir où on en est dans la réflexion sur la crise.

La deuxième raison est plus spécifique. L'AITEC se donne pour méthode de partir des pratiques professionnelles. Comment envisager cellesci sans réfléchir sur les conséquences des bouleversements liés à la crise?
A l'inverse, la perception de l'évolution de ces pratiques professionnelles doit permettre d'aborder différemment l'analyse même de la crise.

Un premier débat a donc été organisé en juin 1985.

Dans un premier mouvement, le débat a été centré autour de deux thèmes.

— Les pratiques de politique économique et sociale abordées à travers les exposés de Hugues Bertrand (crise et syndicalisme), Bernard Guibert (crise et protection sociale), Alexandre Faire (crise et rapports internationaux), Alain Lipietz (crise et politique économique).

— Les pratiques théoriques et philosophiques, en fait abordées par tous les intervenants, et introduites par les exposés de Henri Lefèbvre (crise et rationalité), Emmanuel Terray (crise et marxisme), Immanuel Wallerstein

(crise et histoire), Samir Amin (crise et rapports Nord-Sud).

Dans un deuxième temps, nous avons prévu de reprendre le débat à partir des pratiques techniques et professionnelles représentées à l'AITEC (celles des juristes, des travailleurs sociaux, des médecins, des agronomes et des paysans, des ingénieurs, des chercheurs, des syndicalistes...) et aussi à partir des pratiques quotidiennes et des pratiques sociales.

Les échanges engagés au cours de la rencontre ont été riches et très vifs, les idées avancées fortement controversées. Des propositions énoncées et sans prétendre à une synthèse, on peut relever celles qui ont été le plus

débattues.

Hugues Bertrand s'attache au syndicalisme de crise. La question centrale est celle de la remise en cause du contrat fordiste. Faut-il chercher à tout prix à le restaurer ou faut-il négocier un nouveau contrat de travail? Le problème central posé au syndicalisme est celui de la capacité de synthèse du syndicat face aux transformations de la société salariale.

Bernard Guibert propose de protéger à court terme la protection sociale et de la bouleverser à long terme. La refonte implique que l'on relativise la protection sociale assise sur l'activité professionnelle au profit des critères liés à la citoyenneté et à la territorialité. Il propose aussi de se servir de la protection sociale pour restaurer les moyens keynesiens de sortie de la crise.

Alexandre Faire estime que c'est la crise des rapports internationaux qui apparaît dominante à l'heure actuelle et qu'on ne peut éliminer l'hypothèse d'une sortie de la crise par un réaménagement des rapports de force géopolitiques. Il rappelle que le mode de production capitaliste a encore des marges de manœuvre. Ce n'est pas parce que l'Europe a tout à perdre dans les réaménagements envisagés qu'il faut en déduire que le mode de production va s'en trouver forcément révolutionné.

Alain Lipietz souligne que l'expérience de gauche s'est traduite par l'abandon d'une idéologie, qui ressemble à un modèle de développement, celle d'un progrès qui marche sur trois pattes : progrès technico-économique, progrès social incluant le plein emploi, progrès de l'Etat. Conception qui recoupe celle du fordisme avec ses trois aspects, rationalisation du travail, consommation de masse liée à la productivité, régulation institutionnelle. Il propose, à court terme, deux directions de travail aux techniciens, experts et chercheurs. D'une part, chercher des politiques économiques conciliant équilibre extérieur et expansion. D'autre part, axer la recherche sur la réduction massive du temps de travail, la transformation des rapports sociaux dans l'usine et les bureaux, le remplacement de l'Etat-Providence par quelque chose de plus adapté et intelligent.

Henri Lefèvre re-situe la crise dans cette société terriblement rationnelle et complètement absurde. Il souligne la présence contradictoire d'une rationalité extraordinaire et d'une irrationalité terrifiante. Il caractérise la crise : non point le passage d'une organisation du travail à une autre organisation du travail mais une tentative incontrôlée de passage d'une société de travail à une société de non-travail.

Emmanuel Terray retient l'hypothèse que le succès du marxisme vient de sa capacité d'avoir, au XIXe siècle, fait le pont entre le mouvement social et la pensée scientifique dans tous ses aspects. Cette symbiose rompue au début du XXe siècle, malgré des tentatives qui ont échoué, constitue le fondement de la crise du marxisme, la raison de sa cléricalisation. Il avance aussi l'hypothèse, beaucoup plus controversée, que les sciences sociales trouvent leurs modèles, leurs paradigmes, dans les sciences dites dures.

Immanuel Wallerstein distingue entre les « crises » cycliques de Kondra-

tieff et une crise systématique ou structurelle. Sur le premier, dit-il, nous sommes dans une phase de récession depuis une dizaine d'années, et celle-ci dure en général 25 ans. Nous allons donc en sortir à travers des réaménagements. De ce point de vue la crise se subit plus qu'elle ne se pratique, bien que, évidemment, ce que l'on fera ne sera pas négligeable. Mais par contre la crise structurelle qui va durer 100 à 150 ans, et qui a commencé il y a une cinquantaine d'années, est une crise qui se pratique car il faut un projet pour en sortir. Et l'enjeu est de taille! Cette liberté que l'on peut reconquérir sur la longue durée nécessite un débat, fondamental et long, sur la stratégie à mettre en œuvre dans les 100 prochaines années. Les mouvements anti-systémiques se trouvent aujourd'hui face à un débat analogue à celui antérieur qui a duré 30 ans au XIX° siècle et qui s'était traduit à cette époque par la conclusion : pour changer la société il faut prendre le pouvoir dans l'Etat ; il n'est plus sûr que cette stratégie soit en mesure de permettre une issue favorable de la crise structurelle.

Samir Amin revient sur la relation entre mouvement social et pensée scientifique. Il remet en cause l'hypothèse du monopole donné aux sciences de la nature dans la production des concepts. Il rappelle que la crise n'a pas les mêmes effets dans les pays capitalistes développés et dans le tiers monde, que dans le deuxième cas le choix est de s'ajuster, et dans bien des cas l'ajustement se traduit par la famine, ou de s'autonomiser (par une déconnexion) par rapport à l'ordre économique mondial. Il rappelle aussi que dans les crises longues, structurelles, les transitions ne sont pas toujours maîtrisées et qu'il ne faut pas oublier que la transition s'est parfois faite à travers des périodes dites de décadence.

Les débats mouvementés qui se sont déroulés toute la journée ont fait émerger une panoplie de questions. La discussion s'est plus particulièrement nouée autour des problèmes de la transition, du projet de société, du triangle science-religion-politique.

Nous reviendrons sur ces débats. Du point de vue de l'AITEC, une première conclusion : des pratiques professionnelles perdent tout sens et toute efficacité si elles ne s'inscrivent pas dans la durée. Et dans ce sens nos orientations se situent bien dans l'alliance des deux perspectives : l'exigence d'une démarche scientifique et la rencontre du mouvement social.

Gustave Massiah 1

Les résumés des interventions et le compte rendu des débats ont été rédigés par G. Massiah à partir de la transcription intégrale assurée par la revue Continents de Lyon.

Une brochure commune à cette revue et à l'AITEC reprenant une version complète des exposés et des débats sera publiée en janvier 87.

Hugues Bertrand : Syndicalisme de crise

Autant que celui de la crise du syndicalisme, le problème posé est celui du syndicalisme de crise.

Le panorama syndical a changé depuis 68. Le pluralisme syndical est une donnée durable, la division syndicale aussi. En schématisant, deux pôles se dégagent : celui de F.O. et celui de la C.F.D.T., la C..G.T. oscillant entre les deux positions.

Les tâches du syndicaliste se sont aussi beaucoup élargies avec une reconnaissance plus grande de la légitimité du syndicat à intervenir sur les choix de l'entreprise, et, à l'extérieur de l'entreprise, sur l'évolution des bassins d'emploi.

La place des adhérents est au centre du débat, d'abord parce qu'on en perd beaucoup. La situation est caractérisée par plusieurs facteurs : l'institutionnalisation des équipes syndicales, l'hétérogénéité grandissante des situations, les modifications structurelles à l'intérieur du salariat et la diversité des aspirations qui s'y font jour. La capacité de synthèse du syndicat est mise à rude épreuve.

La crise pèse de tout son poids sur l'évolution du syndicalisme. Les dimensions internationales de la crise et du redéploiement sont bien connues et ne seront pas abordées ici.

L'accent est mis sur la crise interne du mode de régulation d'après-guerre; l'articulation for-disme/forme du salariat et l'inadaptation de cette organisation du travail à la concurrence. La transition est difficile du fait du poids de la hiérarchie, de l'inexpérience du patronat et de la résistance des salariés. Pour les patrons, il s'agit de moins déqualifier et de plus récupérer les savoirfaire; de passer du taylorisme manuel au taylorisme intellectuel par l'intériorisation des contraintes. C'est plus difficile à organiser et suppose des transformations radicales, notamment dans les idées, dans les rapports du salariat à l'entreprise et au capital. Un gros problème est celui de l'encadrement et du pouvoir. Il implique la remise

en cause du rôle de l'encadrement, du rapport du travailleur à son travail, de la place du travailleur, de la nature du contrat de travail.

C'est à partir de là que se différencient les deux approches. Pour F.O., il faut revenir au contrat initial, chaque classe doit rester à sa place. Pour la C.F.D.T., il faut négocier le nouveau contrat de travail en reliant organisation du travail, réduction de la durée du travail, hiérarchie des salaires et place des salariés. La différenciation se traduit aussi au niveau spatial: F.O. garde une position jacobine, la C.F.D.T. cherche plus de souplesse dans les régions et les entreprises.

Le syndicalisme de crise est confronté à cette nécessité d'une négociation circulaire où il faut négocier plus qu'auparavant et dans des conditions plus difficiles; où il faut lier les aspects dans l'entreprise à ceux extérieurs à l'entreprise (branche, région). Un syndicalisme de transformation, de projet et d'adaptation, qui ne soit pas un syndicalisme de confirmation.

Bernard Guibert : Protéger la protection sociale et... la bouleverser

Une remarque préalable pour rappeler l'importance de ce que l'on appelle, parfois improprement, le salaire indirect.

Deux angles d'attaque sont proposés :

- la crise de la protection sociale et l'impact de la crise sur la protection sociale,
- en quoi la protection sociale peut-elle aider à sortir de la crise?

Une hypothèse : la protection sociale coûte peut-être cher, mais elle nous protège de la guerre mondiale, c'est-à-dire qu'elle permet d'éviter des sorties de crise qui passent par la guerre.

Deux propositions contradictoires :

- à court terme, il faut protéger la protection sociale,
- à long terme, il faut la bouleverser.

Protéger la protection sociale : sur ce plan, il faut d'abord rappeler l'échec théorique et pratique Aménager le contrat de travail ou le reconstruire

La protection sociale est aussi une protection contre la guerre

Une capacité

à rude épreuve

de synthèse

du libéralisme. Ses tenants actuels avaient laissé filer les dépenses; depuis elles ont été stabilisées, ce qui a permis un redressement des comptes de la Sécurité sociale. Rappelons que le budget de la Sécurité sociale est supérieur au budget de l'Etat et que son déficit est inférieur à 1 % de la masse budgétaire.

Le niveau de la protection sociale est-il trop élevé en France?

En fait, ce n'est pas le niveau de la protection sociale qui est en cause, et les comparaisons internationales, même si elles sont difficiles à faire, le confirment. S'il y a gaspillage, c'est plutôt au plan de la gestion, mais il ne faut pas tomber dans les mythes. Les coûts de gestion sont de 5 %. Même en les faisant passer de 5 % à 0 % de la gestion de la protection sociale, on ne ferait pas passer le taux des prélèvements obligatoires de 43 % à 20 % comme le clament les économistes qui s'inspirent de l'école de Chicago.

Il faut s'interroger sur la divergence entre les discours et la réalité des pratiques en matière de protection sociale. En gros, les gens font l'inverse de ce qu'ils disent afin de réguler le discours social. Si l'on fait abstraction de la polémique, il y a peu de chances de voir démanteler le système. Par exemple, ceux qui focalisent sur la privatisation des assurances contre les risques individuels (maladies, accidents du travail, chômage) oublient de préciser qu'il s'agit d'une des six composantes de la protection sociale (politique des revenus, transferts intergénérationnels avec l'éducation et la retraite, assistance, consommation des biens et services publics, politique démographique).

Autre aspect de la question : comment peut-on se servir de la protection sociale pour restaurer des moyens keynesiens de sortie de crise? Le discrédit dans lequel est tombée la politique keynesienne est peut-être injuste. Les dépenses de protection sociale jouent toujours leur rôle de stabilisateur de l'activité; elles sont économes en importations et peuvent être orientées plus facilement que dans le cas d'autres types de relances.

A plus long terme, si dans la société de sortie de crise on considère comme non dramatique, et même normal, un minimum de mobilité, alors il faut changer de fond en comble le système de protection sociale. Celui-ci consolide les tendances à l'immobilisme, à la société duale, au corporatisme parce que fondamentalement il est assis sur l'activité professionnelle, les particularismes de métiers et leurs privilèges relatifs.

Le débat politico-idéologique est assez intense entre les tenants de la dérégulation salvatrice et ceux qui pensent que laisser jouer sans entraves les lois du marché ne peut aboutir à un résultat conforme aux intérêts des salariés. On peut nuancer le débat en distinguant libéralisme économique et libéralisme politique, en réaffirmant les libertés fondamentales, les gardes-fous légaux et politiques permettant de contrôler ce que le marché suscite de manière sauvage.

Sur quel principe envisager la refonte du système de protection sociale? En essayant de lier, d'accorder, responsabilité et solidarité.

Responsabilité individuelle, y compris dans le travail et le salaire. Mais cette sanction ne peut être une mise à mort, un écrasement. La régulation du marché c'est tout ou rien, on a un emploi ou on n'en a pas, et la réponse est terrible; c'est cette société duale qui est inacceptable.

Il faut donc assurer et négocier collectivement les mutations techniques et la gestion des incertitudes sociales qu'elles entraînent.

Premier débat : Protection sociale et syndicalisme

On peut regrouper brièvement quelques-uns des points évoqués.

Une contradiction soulignée, surtout dans les jeunes générations : entre l'attachement à un niveau élevé de protection sociale et le refus du niveau et des systèmes de cotisations. Débat aussi sur l'intérêt en matière de protection sociale de la mutualité qui pourrait faire le pont entre responsabilité et solidarité (G. Bensaïd). B. Guibert insiste sur le rôle ambivalent des mutuelles.

Un système assis sur les particularismes de métiers

Accorder responsabilité et solidarité

Ne pas tomber

dans le mythe

des gaspis

La transparence immédiate ne doit pas masquer la nécessaire péréquation Elles symbolisent quand même la protection sociale liée à l'activité et au revenu. On ne peut trop privilégier la transparence immédiate au détriment de la péréquation entre les systèmes de protection sociale. C'est à ce prix qu'on peut combiner la protection sociale fondée sur l'activité à un système fondé sur les droits attachés à la citoyenneté et à la territorialité. C'est un peu comme dans les westerns : la justice à la base par les gens eux-mêmes, c'est très bien ; sauf quand elle conduit au lynchage et ce n'est pas un mal alors que quelqu'un vienne rappeler le respect d'un certain nombre de formes légales.

A une question sur la capacité des syndicats à transformer la réalité et demandant plus particulièrement si la C.F.D.T. avait les moyens de sa politique, Hugues Bertrand rétorque vivement que le rapport de forces sociales, économiques aujourd'hui est très défavorable. Avec le chômage et dans le contexte politique, les chefs d'entreprises et le patronat n'ont qu'à faire monter les enchères. C'est un aspect conjoncturel mais il risque de durer un certain temps. Aujourd'hui, la première aspiration, sauf pour quelques couches de salariés, c'est l'emploi et le lien avec les transformations sociales en profondeur est beaucoup plus rarement assuré. D'où l'importance d'ailleurs du débat d'idées.

Quant à savoir « si on a les moyens de notre politique, je voudrais bien savoir qui aujourd'hui a les moyens de sa politique !... Même dans le patronat, peu de branches du patronat doivent avoir les moyens de leur politique! Cela pose le problème de la division syndicale; problème grave mais qu'on ne pourra pas résoudre du jour au lendemain et par des grandes négociations au sommet. Il ne faut pas aussi oublier les divisions du patronat. Il y a une fraction, il faut le dire minime, du patronat éclairé qui cherche à créer des entreprises du troisième type. Leur conception ne nous va pas du tout, mais au moins il y a des recherches et des ouvertures. Quant à savoir si les organisations syndicales ont encore un rôle? Supprimons les organisations syndicales et on verra bien ce qui en résultera quant à la nature de

Qui aujourd'hui peut prétendre avoir les moyens de sa politique! la société qui s'édifiera derrière! Et dans les pays où il n'y a plus de syndicats, est-ce qu'il y a encore deux ou trois libertés qui dépassent! Je réagis vivement, mais il y a des questions qu'il est difficile de traiter de façon détachée, sereine et au-dessus des contingences.

Je reviens sur ce qui me paraît essentiel, la capacité de synthèse du salariat. Le salariat est tellement éclaté, diversifié qu'il devient presque impossible de délimiter un cône dans lequel faire converger ce qui est supposé être l'intérêt bien compris des uns et des autres. Il y a pourtant des pratiques qui vont dans ce sens ; par exemple, sur la sous-traitance, il y a bien des cas où l'accord a été réel entre syndicalistes des grandes entreprises et des petites sous-traitantes. >

Le débat rebondit ensuite sur l'évolution du patronat, les rapports entre alliances de classes et stratégie économique et sur le poids de la concurrence internationale.

Sur l'évolution de la planification sociale, Bernard Guibert propose de distinguer les négociations sur les cadres juridiques et la codification des rapports sociaux qui régulent les rapports salariaux directs ou indirects, de la négociation des enjeux directs de la codification. Pour simplifier, distinguer négociations sur les conventions collectives des négociations sur les niveaux de salaires,

Hugues Bertrand souligne qu'on ne pourra construire de négociation centrale, dans le contexte actuel, sans le nourrir d'un certain nombre d'expériences et de négociations au niveau des entreprises.

Alexandre Faire : L'autonomie des rapports internationaux

La nécessité de prendre en compte les rapports internationaux dans l'analyse de la crise est illustrée ici à travers la genèse de la crise et son déroulement, l'analyse de ses éléments fondamentaux et de ses acteurs, la discussion sur les issues possibles. Avant 71, une crise américaine. Après 71, une crise mondiale. Sur le rôle des rapports internationaux dans la genèse de la crise, l'analyse de trois événements permet de préciser les articulations.

En 1971, rupture entre le dollar et l'or : décision unilatérale de Nixon confronté à la guerre du Vietnam et aux aspirations nées des années 60 dans la société américaine. Le refus de sacrifier la croissance aux Etats-Unis a fait craquer le système monétaire international. Avant 1971 il y a une crise américaine qui se prépare. Après 1971 cette crise s'étend au monde capitaliste.

En 73-74 le choc pétrolier déplace le débat sur le système monétaire international. Auparavant, les Etats-Unis, débiteurs, étaient confrontés à leurs créanciers européens et japonais. Après, les créanciers sont les pays de l'OPEP. Et progressivement dans l'ensemble des pays de l'OPEP les pro-américains l'emportent sur les tiers-mondistes.

Enfin, dans le même sens, les accords monétaires de la Jamaïque en 1976 et l'émergence du système monétaire européen vont par exemple rendre impossible la politique traditionnelle du gouvernement français (reconstruire une compétitivité en dévaluant de 15 à 20 % tous les 5 ou 6 ans) et mettre fin à la sous-évaluation du mark si utile à l'Allemagne dans les années 60.

Il n'est donc pas possible de faire abstraction des rapports internationaux ni de les considérer comme la résultante des lois économiques en sousestimant les rapports de forces qui les caractérisent.

Pour aller plus loin, il faut faire l'hypothèse d'une autonomie relative des rapports internationaux par rapport au mode de production dominant. D'où l'impossibilité d'analyser la crise en termes planétaires en imaginant un mode de production unifié auquel on pourrait réduire l'analyse des rapports internationaux.

Par rapport à la crise, la proposition consiste à dire qu'il y avait, dans les années soixante, assez de marge de manœuvre dans les pays développés et dans les régions moins développées pour poursuivre une expansion sans crise et prolonger la phase d'expansion d'une dizaine d'années et peutêtre plus. Mais bien sûr cela revenait à remettre en cause le système international et notamment la forme et les conditions de l'hégémonie américaine.

Il est loin d'être évident que la crise pose, au-delà de ce problème, celui du réaménagement des rapports capitalistes d'exploitation.

On peut donc se poser la question d'une sortie de crise sur la base d'un réaménagement du système des relations internationales et pas forcément des relations sociales de chacune des sociétés qui le composent. On a déjà vu cela dans la crise du féodalisme au XVI^e siècle, et plus récemment à propos des deux guerres mondiales du XX^e siècle.

Le scénario Reagan de sortie de crise part de cette hypothèse. Nouvelles industries motrices aux Etats-Unis et au Japon essentiellement, avec des zones d'appui dans ceux qui restent, en Asie du Sud-Est surtout, des « nouveaux pays industrialisés » ; recul ou marginalisation des pays de l'Est ; paupérisation du reste du tiers monde et, bien sûr, déclin de l'Europe. Vu de Washington tout ça est très logique et parfaitement tolérable. En tout cas, c'est dans cette direction que les choses sont allées au cours des cinq dernières années.

Pour cela il n'est pas nécessaire de sortir du fordisme, même si on le modifie avec un peu moins de protection sociale et des salaires fonctionnellement moins élevés. Ce n'est pas parce que nous vivons une situation plus difficile et peut-être beaucoup plus difficile en Europe, qu'il faut s'imaginer que le mode de production capitaliste va s'en trouver révolutionné; il peut rester semblable au niveau planétaire.

Evidemment ces hypothèses correspondent à des analyses qui privilégient l'histoire faite par le haut. Mais, dans la période actuelle, l'histoire se fait malheureusement aussi par le haut. La distance est énorme entre le vécu de la plupart et les événements qui finissent par marquer leurs destins et leur échappent à peu près complète-

Une sortie de crise possible à partir de réaménagements géopolitiques

Un scénario insupportable en Europe et très tolérable vu de Washington ment... Travailler à réduire cette distance est une exigence essentielle.

Alain Lipietz : Fordisme et régulation internationale... la double crise

L'intervention sera centrée sur la définition d'un agenda, dans le domaine économique, par rapport à la crise économique, pour les intellectuels et les T.E.C. (techniciens, experts et chercheurs).

L'expérience de la gauche a été tout à fait intéressante. Elle a amené à une échelle de masse la conscience de la fin d'une certaine conception du progrès qui servait d'idéologie pratique pour les militants politiques et syndicaux. Dans cette conception, le progrès marche sur trois pattes : le progrès technico-industriel, le progrès social compris comme plein emploi + progression du pouvoir d'achat + protection sociale, le progrès de l'Etat garant des intérêts collectifs face aux égoïsmes individuels et à la propriété privée. Il y a une espèce d'homologie entre cette conception et les trois piliers du fordisme (rationalisation du travail autour des machines, consommation de masse à la mesure des gains de productivités, formes institutionnelles de la régulation entre la croissante productivité et celle du pouvoir d'achat).

Cette idéologie, qui ressemble à un modèle de développement, a un grand intérêt du point de vue des experts qui travaillent avec le mouvement syndical et politique. Leur agenda était conforme aux aspirations de ceux avec qui ils travaillaient, Il permettait de dire aux syndicalistes que la tartine était beurrée des deux côtés : l'emploi et le pouvoir d'achat. Et de démontrer aux princes, apprentis-princes et prétendants-princes que le rôle de l'Etat était cohérent avec cette demande.

Du point de vue économique, le modèle ne résiste pas à deux types de problèmes. Ceux qui tiennent au modèle de développement luimême et qui se posent pour chaque pays ; le type d'organisation du travail sur lequel reposait le fordisme est entré en crise, ou pour le moins est

Un progrès qui marche sur trois pattes en baisse d'efficacité. Le deuxième type de problèmes tient à l'internationalisation, au fait que l'absence de forme de régulation internationale met en cause le système de régulation à base nationale.

En 1981, la gauche qui arrive au pouvoir communie encore dans la mystique standard du Progrès, modèle 1950. Elle l'abandonne très vite en se heurtant à un double mur, celui de la crise du fordisme ancienne manière et celui de la crise des rapports internationaux, c'est-à-dire l'impossibilité de faire vivre le fordisme dans un seul pays à l'aide du keynesianisme dans un seul pays. Ce qui est regrettable pour l'expérience c'est que le deuxième mur, celui de la contrainte extérieure, le moins intéressant, a occupé le devant de la scène et a empêché une véritable expérience de démocratisation du fordisme. Et pourtant, on a bien vu avec les « grèves pour la dignité » de 81-82, surtout dans le groupe PSA et chez Renault que les aspirations à une autre organisation du travail explosaient dès que l'arrivée d'un gouvernement de gauche laissait espérer que l'on pourrait relativiser la répression formidable liée à la perte d'emploi et à la perte du pouvoir d'achat. De fait, l'importance de la contrainte extérieure masque le désenchantement lié à l'effondrement de la mystique du progrès que la gauche a incarné.

Alors, quel agenda? On retrouve les deux familles de problèmes.

D'abord sur l'espace d'intervention. A long terme, ou bien on cherche à revenir à l'échelle nationale, à l'Etat-Nation et on assume le protectionnisme, ou on change d'échelle. Et il y a alors trois possibilités. Un club avec des gens beaucoup plus riches que nous, et on accepte d'être les soustraitants, ou un club avec des gens beaucoup moins riches que nous, en acceptant les inconvénients sur le pouvoir d'achat compensés par l'influence internationale (premier dans notre village plutôt que second dans le village atlantique), ou alors un club avec des gens un peu plus riches mais pas trop, c'est l'Europe. Mais peut-il y avoir une Europe sans un processus violent qui débou-

Baisse d'efficacité et absence de régulation internationale

132

Comment concilier balance commerciale et expansion

Travailler à la transformation des modèles de développement che sur des compromis sociaux unifiés et un Etat protecteur européen?

En attendant que peuvent faire « des experts » à court terme ? Trouver des solutions analogues à ce qu'a été le keynesianisme pour concilier emploi et pouvoir d'achat en cherchant à concilier balance commerciale et expansion. Chercher les mesures et les réformes du S.M.E. et de la C.E.E. de façon à ce que la prime ne soit pas donnée au pays le plus récessionniste et le plus régressif au niveau social. C'est assez technique mais c'est une condition essentielle pour que les mouvements sociaux n'intériorisent pas les contraintes extérieures comme un mal inéluctable.

Le deuxième agenda, plus fondamental, concerne les transformations des rapports sociaux. Pour cela, il faudra bien surmonter la séparation entre intellectuels et mouvement social en évitant que chacun continue à attendre l'autre. Trois directions s'offrent à la transformation des modèles de développement.

— la réduction du temps de travail, massive évidemment sinon elle ne jouera aucun rôle. Encore faut-il par un travail commun entre experts et mouvement syndical en préciser les possibiltés et les modalités.

— Les transformations des rapports sociaux dans l'usine et dans les bureaux et là il y a une recherche d'alternative au taylorisme qui pose des problèmes considérables au mouvement ouvrier français confronté à l'offensive du patronat.

— Et enfin, le remplacement de l'Etat-Providence par quelque chose d'un peu plus intelligent qui permette une prise en charge par les gens de leur activité et qui assure les transferts et les péréquations. Il y a des expériences intéressantes mais il manque une perception macro-économique et macro-sociale des effets du développement d'un tiers-secteur alternatif à côté de la fonction publique et à côté du privé. De ce point de vue la culture de proposition alternative du mouvement syndical d'il y a 90 ans s'est réduite au profit de la seule culture contractuelle et de résistance du syndicalisme de type fordien. Deuxième débat Crise, politique économique, rapports internationaux

On ne peut concevoir les rapports internationaux d'un seul point de vue économique rappelle B. Guibert. Pour revenir aux exemples donnés, les problèmes de sécurité militaire de nature proprement politique et non pas politico-économique expliquent en grande partie le transfert des créances.

John Stewart revient sur l'exposé de Lipietz, « ce n'est pas la même chose de vouloir échapper à une certaine logique capitaliste et de mettre en place une nouvelle répartition des tâches. Sur l'agenda, il y a les tentatives concrètes de transformation des rapports sociaux qui ne se résument pas à la dénonciation du capitalisme ».

Dans le chômage aujourd'hui, la demande et l'offre de travail ne coïncide pas, insiste Alain Rist. Il y a la crise du travail fordiste et aussi une crise qui dépasse le travail industriel. La question du travail social non marchand, du secteur d'activités socialement utile, non fordiste peutêtre, véritablement économique mais non marchand, c'est le défi que pose le chômage si on veut bien le voir aussi comme la résultante d'une crise du travail.

Les deux interventions (celles de Lipietz et de Faire) sont moins contradictoires qu'elles ne le paraissent estime Marc Mangenot. Si on reste dans le contexte politique et économique général, et sans transformation du mode de vie et des formes et orientations de la production, les trois propositions (réduction du temps de travail, rapports sociaux, transformation de l'état) se heurteront nécessairement à la contrainte internationale.

En réponse, Alain Lipietz rappelle que s'il a, pour la simplicité de l'exposé, insisté sur l'existence des deux familles de problèmes, il a aussi bien souligné les relations entre les deux. Il y a bien, répète-t-il, deux ordres de problèmes et il est vital de matérialiser l'idée que la contrainte

Un travail social, économique et non marchand

Ne pas intérioriser la contrainte extérieure Le passage
à la société
salariale
n'atténue pas
l'opposition
patronat/salarié

extérieure n'est pas inéluctable.

Il revient à partir d'une question de G. Bensaïd sur l'analyse de Breuder et Aglietta dans leur livre sur « les métamorphoses de la société salariale ». La thèse du livre telle que la résume Bensaïd est que l'on est passé d'une société à hégémonie bourgeoise (ce qui ne se réduit pas au capitalisme) à une société à hégémonie salariale avec ce que cela représente en termes de mode de consommation et d'évolution des rapports sociaux.

Bien sûr, dit Alain Lipietz, la thèse la plus intéressante du livre tient dans la proposition d'investir dans le cadre de vie. C'est une orientation socialement utile, et de plus, une mesure protectionniste dans ses effets. Mais pas d'accord sur l'atténuation des rapports d'opposition patronat/salariés qu'induit le passage à la société salariale. Car aujourd'hui, c'est bien le patronat qui est à l'offensive y compris pour empêcher l'émergence « d'entreprises sans patron capitaliste ». Exactement comme à l'époque, disons vers 1830, où la bourgeoisie mettait en place le salariat contre une partie des travailleurs encore attachés à l'artisanat. On ne peut pas dire « la meilleure solution c'est de se battre sur l'ancienne position > (le salariat fordien), pas plus qu'on ne peut dire « en détruisant les anciennes formes du travail, on se rapprochera du socialisme ». Et on ne peut pas dire non plus « ne nous occupons pas de tout cela, construisons en dehors de cette logique des emplois alternatifs >.

On peut comprendre que, pour le syndicalisme construit dans les formes de travail actuelle, cela se traduise par une démoralisation. Mais, pour les « T.E.C. » qui veulent travailler avec le mouvement syndical, cela devrait les stimuler. Il faut faire preuve d'imagination, changer de terrain, centraliser les expériences pour affronter le problème d'une conception progressiste de la transformation de l'organisation du travail, et de la création d'emplois alternatifs au travail salarié capitaliste classique.